Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

118 | 2011

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses (2009-2010)

Le politique entre vie et mort

Myriam Revault d'Allonnes

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/997>

DOI : 10.4000/asr.997

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 325-328

ISBN : 978-2-909036-38-0

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Myriam Revault d'Allonnes, « Le politique entre vie et mort », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 118 | 2011, mis en ligne le 12 septembre 2011, consulté le 16 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/997> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.997>

Conférences de Mme Myriam Revault d'Allonnes
Professeur des universités à l'EPHE

Le politique entre vie et mort

La conférence de l'année 2009-2010 a poursuivi les réflexions déjà engagées sur le thème de la « problématicité » en analysant la question des modes de subjectivation que nous entretenons avec l'existence démocratique ainsi que celle des régimes de croyance qui lui sont attachés. La dissolution des repères de la certitude inhérente, selon Claude Lefort, à la démocratie moderne, a des effets considérables sur le « sujet » démocratique, sur ses positions et ses pratiques subjectives. Car ce qui est au cœur de l'existence démocratique, c'est un processus de désubstantialisation, de « désubstantification » du pouvoir que nombre de penseurs contemporains ont perçu et analysé, chacun dans une perspective différente. Foucault notamment. Mais ils en ont rarement conclu à la position nécessairement *déceptive* du sujet démocratique confronté à une existence toujours problématique. On a ainsi abordé la thématique du « néo-libéralisme » dans la perspective d'une rationalité globale destinée, entre autres, à produire une nouvelle subjectivité, « délivrée » de ses contradictions et de ses troubles intérieurs, sur le modèle de l'« entreprise de soi ».

La démocratie moderne se caractérise, comme l'avait souligné Claude Lefort, par la « dissolution des repères de la certitude » : le pouvoir démocratique n'appartient à personne, ceux qui l'exercent ne l'incarnent pas et surtout il est investi en permanence par le débat sur le légitime et l'illégitime. Il est donc voué non seulement à accueillir, mais aussi à institutionnaliser le conflit : qu'il s'agisse de la division sociale, de la séparation des sphères politique, économique, juridique, de l'opposition irréductible des choix et des valeurs.

Il est clair que cette indétermination perpétuellement relancée, que cette conflictualité consubstantielle à la démocratie pose problème aux individus. Car la démocratie n'est pas seulement une forme juridico-politique (un système d'agencement des pouvoirs, un mode de gouvernement). Elle est aussi une *expérience*, c'est-à-dire une manière de vivre ensemble, un horizon de sens. Elle englobe à la fois les pratiques de pouvoir et les dispositions, les positions subjectives des individus ou, pour reprendre les mots de Michel Foucault, leurs « modes de subjectivation ». Il faut alors se demander comment les individus, les groupes, les communautés peuvent vivre leur rapport à cette incertitude, à cette société où le peuple dit « souverain » fait question dans son identité, où les pôles d'identification censés désigner le « commun » (le vivre-en-commun), ne sont jamais entièrement actualisables : le Peuple, l'État, la Nation, l'Europe

sont des entités flottantes qui ne s'expriment qu'à travers des conflits de sens et de valeurs.

En ce sens, on peut parler de l'expérience démocratique moderne comme d'une expérience « déceptive », habitée en permanence par le doute, le questionnement et l'insatisfaction. Telle est la condition de l'homme démocratique, condition aujourd'hui portée à son paroxysme tant l'exercice de la « démocratie » contemporaine nous paraît problématique. Comment cette dernière répond-elle en effet aux nouvelles données de la réalité? Face à la mondialisation, aux développements du capitalisme financier, à l'insécurité sociale croissante, à l'épuisement des modalités traditionnelles de l'action politique, à l'absence de tout réconfort existentiel, on a beaucoup de mal à appréhender les signes d'une invention ou d'une ré-invention politique effective, laquelle serait le propre d'une dynamique démocratique. Les nouvelles situations d'incertitude conduisent aujourd'hui les individus à éprouver des sentiments d'impuissance, d'extrême vulnérabilité, de peur et d'insécurité, comme s'ils vivaient une existence toujours menacée. C'est dans ce nouvel horizon de sens qu'il faut maintenant reprendre et réactualiser la question de l'incertitude démocratique. À quel mode de dissolution de la certitude sommes-nous aujourd'hui confrontés avec la mondialisation, dans ses effets à la fois positifs et négatifs, avec le délitement du lien social, la fragmentation croissante des expériences et la mise en avant d'une « flexibilité » qui ne concerne pas seulement les conditions de travail? Tous ces éléments conduisent à interroger le rapport qu'entretient l'homme démocratique avec les autres et avec lui-même.

La question de la subjectivation a donc été analysée par la suite à partir de l'exercice du pouvoir défini comme une manière d'agir sur des sujets agissants, comme « une action sur des actions » : le pouvoir est une « gouvernementalité » consistant à « conduire des conduites et à en aménager la probabilité ». Il faut donc y inclure cet élément essentiel qu'est la liberté : le pouvoir ne s'exerce que sur des sujets libres (et non sur des esclaves entièrement soumis à la contrainte), disposant d'un certain champ de possibilités, de conduites et de réactions. Il n'y a donc pas de « face-à-face de pouvoir et de liberté », régi par un rapport d'exclusion réciproque mais « un jeu beaucoup plus complexe ». Dans ce jeu, la liberté apparaît « comme condition d'existence du pouvoir, à la fois son « préalable » et son « support permanent » (si elle disparaît, le pouvoir s'anéantit en tant que tel pour laisser place à la pure contrainte violente). La relation de pouvoir requiert de part et d'autre des sujets libres, au moins partiellement. Et elle est aussi ce qui ne peut que s'opposer à l'exercice du pouvoir car elle est foncièrement insoumission. Il n'est donc pas de pouvoir sans refus ni révolte potentiels. C'est pourquoi la « rétivité du vouloir » et « l'intransivité de la liberté » sont au cœur de la relation de pouvoir. Et cette relation ne manifeste pas tant un antagonisme entre deux positions qu'un « agonisme » où la lutte permanente s'entremêle à l'incitation réciproque.

Le processus de subjectivation – la constitution du sujet, le devenir-sujet – est toujours lié à des situations déterminées. Il s'opère selon des modalités diverses :

à travers les effets de discours, les procédures d'enregistrement, de surveillance, de contrôle, par le biais des diverses institutions. Le sujet se constitue donc à travers les diverses techniques qui sont censées assurer sa dépendance, modelé à la fois dans son corps et dans son esprit. Il est en quelque sorte « produit » à travers les relations de pouvoir. Mais la subjectivation, ce n'est pas seulement la soumission de la subjectivité, à savoir l'assujettissement au sens courant du terme. Elle implique aussi la dimension réflexive, inscrite dans un contexte historique et culturel et donc susceptible de se modifier. Et à cet égard, elle ne désigne pas seulement la façon dont un sujet est amené à se conduire selon les attentes ou les exigences du pouvoir, mais elle ouvre un champ d'expérience où le sujet entretient un rapport actif à soi, à travers un certain nombre d'exercices, de techniques, de pratiques. Aussi la notion de « gouvernementalité », entendue en son sens le plus large, englobe-t-elle à la fois le gouvernement de soi et celui des autres, le rapport de soi à soi et le rapport à l'autre.

Dans son cours de 1978-1979 au Collège de France intitulé *Naissance de la biopolitique* (Éditions du Seuil/Gallimard, Paris 2004), Foucault insistait sur le fait que l'art libéral de gouverner se fonde sur l'idée que le marché est une donnée naturelle, qu'il s'autorégule par l'harmonie naturelle des intérêts en sorte que chacun, poursuivant son intérêt particulier concourt en même temps à la production de l'intérêt et de la richesse. C'est, pour dire vite, la théorie classique de la « main invisible ». Il suit de là que le pouvoir étatique a une double fonction : contrôler et réguler le marché (son intervention est nécessaire pour en corriger les dysfonctionnements éventuels) et construire activement le système des besoins et leur satisfaction.

Pour Foucault, l'art libéral de gouverner déborde aussi bien la doctrine politique au sens strict du terme que la pure et simple théorie économique : il s'agit à la fois d'un « naturalisme gouvernemental » qui s'appuie sur la « spontanéité » des mécanismes économiques et d'une manière de régir les hommes et leurs conduites, autrement dit d'une rationalité politique. Celle-ci se caractérise notamment par le jeu complexe du pouvoir et des libertés, par un rapport toujours problématique entre les deux puisque la liberté n'est pas un « donné » mais s'invente dans un équilibre fragile de production/destruction, de consommation/annulation. Ainsi la politique du *Welfare State* mise en place par Roosevelt après la grande crise de 1929 visait à garantir plus de liberté du travail, plus de liberté de consommation, plus de liberté politique mais elle le faisait en intervenant directement sur le marché : on ne garantissait les libertés démocratiques que par un interventionnisme économique susceptible d'être à son tour dénoncé comme une menace pour les libertés.

C'est donc le propre de ce fonctionnement paradoxal que d'être en proie à des « crises » récurrentes qui mettent en jeu le dispositif de « gouvernementalité ». Foucault insiste sur le fait que ces crises – dont le point névralgique réside toujours dans une certaine intrication du rationnel et de l'irrationnel – ne sont pas seulement la projection dans la sphère politique des crises du capitalisme. Elles ne sont pas déductibles des crises économiques même si ces dernières ont

bien évidemment des effets politiques. Elles révèlent la dangerosité inhérente à l'instabilité primordiale de la démocratie libérale : d'une part le jeu incessant entre la création et la consommation de libertés et d'autre part les limites imposées au nom de la « sécurité », les arbitrages que le libéralisme doit sans cesse exercer autour de la notion de danger. On se livre ainsi à une perpétuelle « transaction » (une action « entre ») qui s'opère par des conflits, des débats, des concessions mutuelles, etc. Mais la « part » de liberté réservée aux sujets n'est jamais fixée une fois pour toutes, pas plus que leur « part » de soumission. C'est un équilibre et même un mélange instable entre le trop et le trop peu, entre les gouvernants et les gouvernés, en sorte qu'on est toujours « à la limite » : comment ne pas trop gouverner ? Comment ne pas être trop gouverné ?

Les rapports entre la démocratie et le marché ne sont plus les mêmes dans un système qui entend gouverner non plus « à cause du marché » mais « pour le marché ». Ce qui caractérise le néolibéralisme c'est que l'économie de marché n'est plus un principe de limitation de l'État mais « le principe de régulation interne de bout en bout de son existence et de son action » en sorte que l'État est sous surveillance du marché et non l'inverse¹. Le libéralisme classique ménageait pour le marché un espace libre alors que le néolibéralisme veut aligner l'exercice du pouvoir politique sur les principes et les normes du marché. Mais, de quelque manière qu'on aborde ce type de rationalité, on voit qu'il s'agit toujours de réduire l'incertitude démocratique, l'écart entre les valeurs et les fins instrumentales, le jeu permanent et instable du pouvoir et de la liberté, l'incapacité ou la difficulté à trancher entre des choix et d'aboutir à une définition arrêtée, non problématique, de l'homme. Il s'agit de façonner des individus entièrement rationnels, calculateurs dont le degré de liberté ou d'autonomie se mesure à leur capacité à subvenir à leurs besoins et à réaliser leurs ambitions personnelles. Mais la question est en définitive la suivante : le propre du sujet-citoyen est-il de savoir évaluer les options qui s'offrent à lui dans son intérêt personnel ou d'être capable d'agir avec d'autres pour réaliser telle ou telle option ?

1. M. FOUCAULT, *Naissance de la biopolitique*, Paris 2004, p. 120.